

Violences faites aux femmes et aux jeunes filles : Des voix s'élèvent pour dénoncer le phénomène

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 30 NOVEMBRE 2021

985

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Le convoi controversé de l'armée française est arrivé à Gao

Tout ça pour ça ?



Imam Dicko : Cérémonie de prières ou demande d'audience à Assimi Goïta ?



Problématique de la gestion des écoles privées : Acteurs et partenaires se penchent sur le sujet



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

29 Nov. 2021

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Toussier ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

858

Nouveaux cas confirmés

25

Nouveaux guéris

07

Nouveaux décès

01

Au cours des dernières 24 H

80 malades hospitalisés dans les structures de prise en charge dont
19 cas graves en soins intensifs
478 suivis à domicile

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

17 364

Guéris

15 135

Décès

606

dont 956 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.12



P.18



P.21



/ Une /

Le convoi controversé de l'armée française est arrivé à Gao : Tout ça pour ça ?

P.4

/ Brèves /

Mali : L'Opération Barkhane prend fin, au grand regret de la population
 Ministère des Maliens Etablis à l'Extérieur : 107 maliens de retour de la Libye
 Lutte contre le terrorisme : Le Président de la Transition a remis les quatre hélicoptères à l'Armée de l'Air
 L'or : Quelles retombées de l'or pour le Mali ?
 Housseïni Amion Guindo, lors de la 4ème Conférence du District de Bamako de la CODEM : « Pour tout ce qui concerne le Mali, je ne mens pas, je ne vole pas »
 Koulouba : Le chef de l'Etat reçoit une délégation du HCIM
 Mali : Bréhima Amadou Haidara remplacé à la tête de la BDM

P.11

P.11

P.11

P.12

P.12

P.13

P.13

/ Actualité /

Problématique de la gestion des écoles privées : Acteurs et partenaires se penchent sur le sujet
 Violences faites aux femmes et aux jeunes filles : Des voix s'élèvent pour dénoncer le phénomène
 Lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles : Le temps de l'action
 Lutte contre la corruption et la kleptomanie financière : Sales temps pour les voleurs de la République

P.15

P.16

P.17

P.18

/ Politique /

Imam Dicko : Cérémonie de prières ou demande d'audience à Assimi Goïta ?
 Après l'attaque de l'ADEMA, PARENA et de l'ADEMA- Association : L'ancien ministre de l'ADEMA, Seydou Traoré réagit
 Assises nationales de la refondation : Après le report, place aux interrogations

P.20

P.21

P.22

/ Culture & société /

Bamanan, espoir et vie : Un refuge pour les aide-ménagères

P.23

/ International /

Variant Omicron : Laisser aux scientifiques le temps d'analyser le phénomène
 Tchad : Le gouvernement annonce l'amnistie générale des rebelles emprisonnés ou en exil

P.24

P.25

/ Sport /

Didier Gomes Da Rosa : Pour faire progresser la Mauritanie

P.26

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié [Bamako – Mali]

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Karamoko B. Keïta, Moctar Sow, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :**



Le convoi controversé de l'armée française est arrivé à Gao **Tout ça pour ça ?**

Au Sahel, l'intervention française est en train de faire sa mue et se réorganise sur fond de vives tensions sur le terrain. L'idée est de ramener le nombre de soldats français à 3 000 ou même 2 500 d'ici les prochains mois contre les 5 100 présents aujourd'hui qui, face à l'immensité sahélienne, revoient l'image de soldats en attente d'une fin de bataille finale qui n'arrivera jamais. L'affaire du convoi controversé en direction de Gao, d'abord bloqué à Kaya, au Burkina Faso, puis au Niger, est la parfaite illustration de la tension qui règne sur le terrain. Ceux qui pensaient avoir les mêmes réactions au Mali ont vite fait de déchanter !

Les critiques à l'égard de la présence militaire française se multiplient au Niger, au Mali et au Burkina Faso. A son entrée sur le territoire burkinabè la semaine dernière, le convoi avait d'abord été ralenti dans sa progression par des manifestants à Bobo Dioulasso (sud-ouest),

dans la capitale Ouagadougou (centre) puis à Kaya, à une centaine de km au nord-est de la capitale. Des milliers de manifestants accusaient les soldats français de transporter des armes pour les groupes jihadistes qui terrorisent depuis des années plusieurs pays du Sahel.

Vendredi, des milliers de personnes s'étaient rassemblées à Kaya, pour s'opposer au passage de ce convoi, en provenance de la Côte d'Ivoire et à destination du Niger. Des slogans, tels que « **Armée française dégage** », « **Libérez le Sahel** », « **Plus de convoi militaire d'invasion et de recolonisation français** », étaient inscrits sur des écriteaux et des banderoles brandis par des manifestants. Les poings en l'air, ils ont entonné l'hymne national burkinabè face au convoi français de plusieurs dizaines de véhicules. Officiellement, le convoi d'une soixantaine de camions, transporterait notamment des pièces détachées, des pneus

ou encore des rations alimentaires.

Mais officiellement, très peu y croient désormais au Mali, au Niger et au Burkina. A Kaya, des manifestants, qui avaient donné un ultimatum aux soldats français pour quitter la ville, avaient tenté de pénétrer sur le site où sont stationnés les camions. Selon l'état-major des armées françaises, un groupe de manifestants a voulu découper le grillage qui entoure le site. Les gendarmes burkinabè ont lancé des gaz lacrymogènes et les soldats français ont fait des tirs de sommation en l'air. Après ces tirs, plusieurs personnes ont été transportées à l'hôpital de la ville de Kaya. Selon une source médicale, quatre personnes ont été reçues au service des urgences.

Le gouverneur de la région du Centre Nord avait négocié pour que les manifestants laissent revenir le convoi sur Ouagadougou. Après donc des tractations, tout est allé vite en



quelques heures et dans l'après-midi du samedi 20 novembre, le convoi a finalement pu quitter la ville de Kaya dans la nuit du samedi à dimanche. Le convoi militaire français n'était cependant pas au bout de sa peine. Au Niger aussi, précisément à Téra, dans l'ouest, il a été pris à parti par des manifestants qui lui ont bloqué le passage pendant plusieurs heures. Le convoi s'était arrêté vendredi soir à Téra. Samedi matin, quand ils ont voulu reprendre leur progression vers Niamey, à 200 km de là, ils ont été arrêtés par un millier de manifestants et "un groupe violent parmi eux a tenté

de s'emparer des camions", a affirmé le porte parole de l'armée française. Les gendarmes nigériens et les soldats français ont alors "effectué des tirs de sommation". Ces heurts ont fait "3 morts et 18 blessés dont 4 évacués sur Niamey", selon le maire de la ville.

Quid donc pour le Mali ? Apparemment, les maliens critiquent beaucoup la France et la présence militaire française au Mali, mais peu sont prompts à agir et à passer à l'acte. Et pour cause, la progression du convoi militaire français vers Gao semble avoir été un non-événement au Mali. Certains jeunes de Gao ont

même clairement laissé entendre que le convoi est le bienvenu dans la région. Ils évoquent pour justifier cela que ce sont eux et leurs parents qui sont exposés au quotidien aux affres du terrorisme.

Ce qui est sûr, c'est que ce convoi semble suspect. Comment des soldats français peuvent plier tout à Tessalit et à Kidal et attendre encore des matériels pour Gao ? Voilà toute la question !

■ Yama DIALLO



■ Fouraba Samake



Ce dimanche, 28 Novembre 2021, une forte délégation du PACP sous la conduite de son Président d'honneur, l'ambassadeur Yeah Samake, Directeur Exécutif de la Fondation Empower Mali en compagnie d'une forte délégation de l'Ouverture Média - OM avec en sa tête Thierno Décrypte s'est rendue au village de Kontoumoun dans la commune Rurale de Gouandiaga, cercle de Yanfolila pour l'installation d'un forage.

Cette initiative est le fruit d'une collaboration entre le Président d'honneur du PACP et l'Ouverture Média qui permettra à la population dudit village d'avoir accès à l'eau potable.

Le village de Kontoumoun à seulement 3 kilomètres de la Guinée Conakry bénéficiera à travers cette collaboration, un château d'eau bien équipé qui sera mis à leur disposition dans les jours à venir.

Le Chef du village s'est dit très satisfait et a tenu à remercier l'ambassadeur Yeah Samake et l'Ouverture Média représenté par #Thierno #Ndiaye.

#DIRIGERCESTSERVIR

#LEADERSHIPAVECINTEGRITÉ



■ Jeune Afrique



Le parti au pouvoir à Malabo devait désigner fin novembre son candidat pour la prochaine élection présidentielle. Mais les rivalités familiales entre les partisans de Teodoro Obiang Nguema Mbasogo et ceux son fils, Teodorín, ont tout bouleversé. Explications.



Le puissant leader paysan, ancien soutien du président déchu Ibrahim Boubacar Keïta, était accusé du détournement de 10 milliards de francs CFA. Alors qu'il risquait la perpétuité, Bakary Togola a été acquitté ce lundi 29 novembre.



■ Présidence de la République du Mali

Koulouba | Lundi 29 novembre 2021 | #Politique

Assises nationales de la Refondation : Le Chef de l'État a reçu la classe politique

Le Chef de l'État, SE le Colonel Assimi GOÏTA, Président de la Transition, a reçu, ce lundi 29 novembre 2021, la classe politique malienne, dans



la salle des Banquets de Koulouba. À l'ordre du jour : les réformes politiques et institutionnelles, notamment les Assises nationales.

Animé par le souci de l'équité, de l'inclusivité et du consensus dans le cadre des réformes politiques et institutionnelles en vue, le Président de la Transition multiplie les rencontres. Ce lundi, c'est la classe politique malienne qui a été reçue par le Chef de l'État. « L'union sacrée de tous les Maliens autour du Mali est importante pour la réussite de ces Assises », a déclaré le ministre de la Refondation de l'Etat, Chargé des Relations avec les Institutions, avant de rappeler que les Assises sont organisées pour le Mali ; « le Mali que nous devons léguer à notre descendance ».

Dès l'entame de ses propos, le Ministre Ibrahim Ikassa MAÏGA, a également rappelé aux hôtes du Président de la Transition les raisons qui ont conduit à cette période transitoire. Une crise multidimensionnelle secouait le pays, a-t-il précisé avant de rappeler des initiatives prises par les précédents régimes afin d'éviter au Mali de sombrer. Des initiatives qui ont été jalonnées d'échecs, a-t-il déploré.

Pour le ministre MAÏGA, peu de choix reste donc aux Maliens, qui sont condamnés à se donner la main, pour trouver une solution d'ensemble aux crises qui secouent le pays. « Nous sommes à la croisée des chemins. Nous devons tirer les leçons de nos réussites et de nos échecs », a exhorté le ministre de la Refondation qui estime que le modus operandi proposé pour ce faire est les Assises nationales pour refonder l'État.

Pour la pleine réussite de ces Assises, le ministre MAÏGA se dit convaincu du rôle immense que pourrait jouer les partis politiques à travers leur large participation. « En tant que partis politiques, vous êtes la cheville ouvrière de la démocratie », a indiqué M. Ikassa MAÏGA tout en invitant les partis à l'union sacrée autour du Mali.

Expliquant à ses hôtes les objectifs ainsi que le mode opératoire de ces Assises, le Président de la Transition, Colonel GOÏTA, a également saisi l'occasion pour les appeler à prendre part massivement à ce processus de Refondation. Une participation qui sera la victoire de la démocratie. Aussi les a-t-il rassurés de sa disponibilité à les concerter permanemment sur les grandes questions de la vie de la Nation à laquelle il estime que ces partis accordent une grande importance. Selon ses précisions, c'est ensemble que nous devons corriger les failles de notre démocratie et œuvrer à la refondation du Mali.

Précisant les attentes au sortir de ces Assises, le Chef de l'État a indiqué que l'engagement de tous, notamment de la classe politique, est nécessaire afin de relever les nombreux défis.



■ Bacary Camara



Acquittement de Bakary Togola et ses coaccusés..

Le Secrétaire Général de la Coordination des Amis de Bakary Togola (CNA-BT) Moussa Z Doumbia a été toujours invariable dans ses propos concernant l'innocence totale de Bakary Togola, président d'honneur de cette Association et Karim Togola en est le président actif.

Son argumentaire reposait sur les informations recueillies auprès des acteurs de la filière le prix au producteur est fixé avant chaque campagne cotonnière, et à la fin de la campagne, un consultant indépendant évalue le produit de commercialisation du coton, le prix de vente de la graine, et celui de la fibre, en un parfait commun accord entre la CMDT et les producteurs, comme c'est aussi le cas dans d'autres pays africains.

Lorsque le produit de commercialisation évalué est supérieur au prix du coton au producteur préalablement fixé, le bénéfice appelé alors « complément de prix » est ainsi partagé entre la CMDT et les producteurs.

40% du bénéfice pour la CMDT, 60% du bénéfice pour les producteurs de coton

Pour ce qui est de la répartition des 60% pour les producteurs :

La CMDT verse directement 40% dans les comptes de chaque coopérative.

45% constituent un fond de soutien à la filière coton qui n'est pas à la disposition de la Confédération des Sociétés Coopératives des Pro-

ducteurs de coton C-SCPC.

15% pour le budget de fonctionnement de la Confédération des sociétés coopératives des producteurs de coton C-SCPC. Pour les membres de cette coordination, le président Bakary Togola est poursuivi pour la gestion d'un fond qu'il n'a jamais géré. Les prétendues rixournes que le dénonciateur anonyme fait allusion sont versées directement par la CMDT aux coopératives.

B.CAMARA/Le Phénix



■ Kati 24



A Segou, citée des Balanzan, Fatouma Barka s'est rendue dans la famille de Biton Mamary Coulibaly où elle a échangé avec le chef de village de Sekoro qui s'appelle Kokadje Coulibaly. Ce dernier est un descendant direct de Biton. Elle a ensuite visité la tombe de Biton.



■ Cheibani Haidara



Merci à tous ceux qui ont cherché à s'enquérir des nouvelles du premier ministre Moussa Mara.

Homme d'État malien qui devrait être considéré par tous ceux qui aspirent au vrai changement comme un modèle du genre.

Hélas qu'au Mali au lieu de faire la promotion de l'excellence, d'encourager les vrais acteurs politiques qui incarnent compétences et intégrité :

Tous les jours, on touche à tout sauf à l'essentiel.
 Briser la carrière de l'autre sur du faux fuyant.
 Propagande insensée, paroles futiles et tout cela pendant que le Mali agonise.
 Moussa Mara est une dynamique intellectuelle, une force de propositions et un bourreau du travail, ces épithètes sont incontestables et reconnus de tous.
 Au lieu de le soutenir dans son effort inlassable pour le Mali, on cherche des poux dans sa tête.
 Continuez vos manœuvres perfides et les conséquences suivront car Allah est souverain dans son commandement mais peu de gens le savent.



■ Yeah Samake



CHERS AMIS,
 Je suis en route pour Koulouba. Le trajet est long et plein d'obstacles mais nous y arriverons.
 Rappelons nous toujours que #DIRIGERCESTSERVIR



■ Salif Tall



Projet de Loi de Finances 2022: le CNT adopte la première partie consacré aux conditions générales de l'équilibre budgétaire et financier
 Les membres du Conseil National de Transition (CNT) ont adopté la première partie de la loi de Finances présentée par le ministre de l'Économie et des Finances ce jeudi 25 novembre 2021 en début de soirée par 101 voix pour , Zero voix contre et zero abstention après plusieurs heures de débat.
 Cette première partie est présentée dans un Document de Programmation Budgétaire Économique Pluriannuel (DPBEP) qui évalue le niveau global des recettes de l'Etat , décomposé par grande catégorie d'impôts et de taxes et des dépenses budgétaires décomposées par grande catégorie de dépenses . Il s'agit des conditions générales de l'équilibre budgétaire et financier de la loi de finances .
 La seconde partie du vote relative aux programmes fera également l'objet d'un vote lors d'une autre séance plénière du CNT prévue le 16 décembre 2021.
 Pour rappel , les prévisions des recettes budgétaires pour l'exercice 2022 s'élèvent 2 130,721 milliards de francs CFA tandis que les prévisions des dépenses budgétaires s'élèvent à 2 748,285 milliards de francs CFA. Le Budget 2022 présente un déficit global de 617,564 milliards de FCFA contre 652,927 milliards de FCFA en 2021.



■ Maître Mamadou Ismaïla Konaté



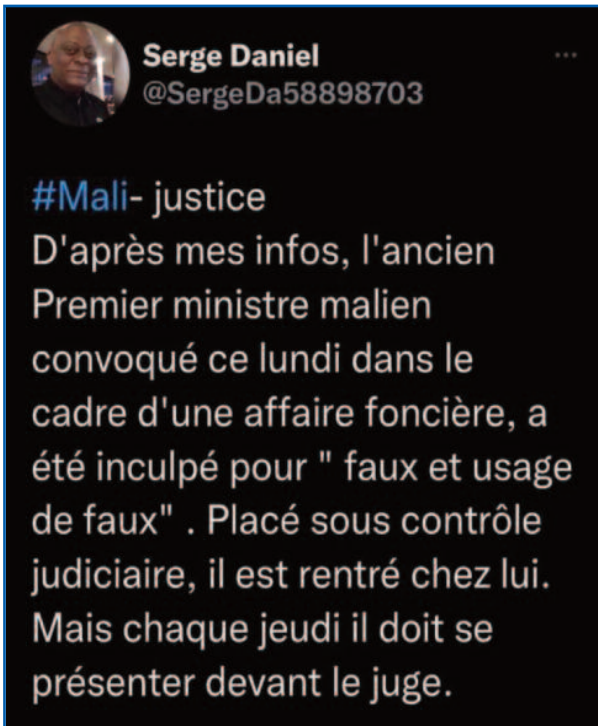
Voici les limites strictes d'une justice au : une cour d'assises de juges professionnels et de jurés qui décident de la culpabilité d'un accusé et en l'occurrence, l'acquitte. Entre le peuple et sa justice...une longueur de vue. Ai démissionné un 29/11. #SansJusticePasDe

Lorsque la participation aux ANR est rendue difficile, plutôt que de prendre des initiatives heureuses au déroulé malheureuses, le bon sens commande de nommer un MÉDIATEUR NATIONAL dont la mission est de rallier les points de vue. #PourLe #QueJ'aime #PourLe #JeMengage #ANR

■ Serge Daniel



#Mali- justice D'après mes infos, l'ancien Premier ministre malien convoqué ce lundi dans le cadre d'une affaire foncière, a été inculpé pour " faux et usage de faux" . Placé sous contrôle judiciaire, il est rentré chez lui. Mais chaque jeudi il doit se présenter devant le juge.



■ Larmes des pauvres



#Mali --#Ségou conséquence du siège djihadistes sur #Farabougou. À en croire le témoignage d'un habitant de #Farabougou, le village a enregistré plusieurs décès dû à la malnutrition et des malades évacués par hélicoptère vers des centres de santé.

#Burkina --#Loroum Selon la presse burkinabé, quatre (4) militaires et un (1) civil ont été tués dans une attaque visant le détachement militaire de #Sollé dans le nord du pays ce dimanche 28 novembre.

■ Samba Gassama General



Rares sont les hommes politiques maliens de premier en plan dont le bruit d'une convocation judiciaire ou interpellation surprendrait au delà de leurs partisans. Je n'en connais que 3 et Moussa Mara fait partie de ces 3.

■ Ministère des Affaires étrangères du Mali

En marge du Forum Afrique-Chine à Dakar SEM @AbdoulayeDiop8 et son homologue algérien @Lamamra_dz, #MAE et de la Communauté Nationale à l'Etranger ont échangé sur l'org. des ANR et la volonté des Autorités de la Transition de rechercher une solution politique endogène à la crise



www.malikile.com

STUDIO D'ENREGISTREMENT - PRODUCTION D'ARTISTES
INGENIEURIE DE SON



CREATED LABEL
TEMPLE OF MUSIC

SEBENIKORO
+223 93 34 98 73



Mali : L'Opération Barkhane prend fin, au grand regret de la population



RTL a suivi des militaires français de l'opération Barkhane dans les rues de Tombouctou, où les habitants saluent les soldats présents sur place. Certains s'inquiètent même de leur départ imminent.

C'est dans un quartier commerçant à l'ouest de Tombouctou que le Lieutenant Guillaume et ses hommes patrouillent en cette fin novembre. Les boutiques ouvrent peu à peu autour de la mosquée, et les habitants saluent les soldats français. "On est plutôt très bien accueilli, confirme le militaire. La population est généralement vraiment très accueillante, souriante. On échange régulièrement avec eux." L'objectif de ces patrouilles : montrer la présence de la force Barkhane et intervenir en cas d'incidents, qui se font cependant de plus en plus rare. Aujourd'hui, la ville de Tombouctou est globalement sécurisée. Issa, un habitant, s'inquiète cependant du départ des Français. "Je suis un guide touristique, explique-t-il en interpellant un soldat français. Il n'y a pas de touristes avec les problèmes, à cause des bandits armés. On veut que l'armée française reste, mais on n'a pas le choix, nous ne sommes que des citoyens." "Je pense qu'ils ont un pincement au cœur de voir les Français partir, juge le lieutenant. On s'apprécie mutuellement". Alors qu'il salut au revoir avec un "à bientôt", le guide malien lui répond "incha'Allah (si Dieu le veut, ndlr), on est ensemble". D'ici un mois, ces patrouilles françaises prendront fin, remplacée par celle des forces maliennes.

Source : RTL

Lutte contre le terrorisme : Le Président de la Transition a remis les quatre hélicoptères à l'Armée de l'Air

Les clés des quatre hélicoptères russes de type MI-171, réceptionnés il y a quelques semaines, ont été remises par le Président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta, le vendredi 26 novembre, à la Base Aérienne 101 de Sénou. Cette cérémonie a mobilisé les membres du gouvernement, conduits par le Premier ministre Choguel K. Maïga, en présence de l'Ambassadeur de la Fédération de Russie au Mali.

Ministère des Maliens Etablis à l'Extérieur : 107 maliens de retour de la Libye



Le Chef de Cabinet du Ministre des Maliens Établis à l'Extérieur et de l'Intégration Africaine, Mohamed Ag Albachar, a accueilli, le vendredi 26 novembre, à l'Aéroport International Président Modibo Keita Bamako-Sénou, 107 de nos compatriotes volontairement rapatriés de la Libye. Leur retour a été rendu possible grâce au soutien de l'OIM, qui a affrété un avion pour ce faire. A noter que parmi ces 107 Maliens de retour, on compte 27 femmes, 28 mineurs, dont des nourrissons et 04 personnes à mobilité réduite. Leur accueil s'est déroulé en présence des autorités sécuritaires, sanitaires, des agents de la Délégation Générale des Maliens de l'Extérieur (DGME) et ceux de l'OIM. A noter que tous ont été testés négatifs à la COVID-19 avant d'être conduits à la Cité d'accueil du Ministère, où ils seront pris en charge par les agents du Ministère et les partenaires.

Depuis le début de l'année, ils sont près de 8000 Maliens, en détresse à l'étranger, dont le retour au bercail a été facilité par le département en charge de nos compatriotes de l'extérieur.

Source : L'INDEPENDANT



A cette occasion, le ministre de la Défense et des Anciens Combattants, le Colonel Sadio Camara, a souligné que ces hélicoptères ont fait leur baptême de feu, le lundi 1er novembre, à travers la libération des trois otages Chinois. Il a également précisé que ces appareils ainsi que la formation du personnel navigant ont été entièrement pris en charge par le Budget d'Etat à plus de 36 milliards de F CFA. » Ces appareils flambant neufs ont été acquis auprès de la Fédération de Russie. Ils peuvent faire 250 km à l'heure, avec une autonomie de 3 heures », rapporte le site FAMA. La remise officielle des clés des quatre appareils et la présentation de l'équipage ont été suivies par un vol de démonstration.

Source : L'INDEPENDANT

L'or : Quelles retombées de l'or pour le Mali ?



De nombreuses entreprises maliennes et internationales étaient présentes, du 16 au 18 novembre, au Centre internationale de conférence de Bamako. Elles prenaient part aux 9e Journées Minières et Pétrolières du Mali. Avec 14 compagnies d'exploitation et environ 70 tonnes extraites par an, c'était l'occasion de prendre le pouls du secteur de l'or dans le pays, mais aussi de rendre compte des réelles retombées pour les Maliens.

Une soixantaine de stands en enfilade : des équipementiers, des fournisseurs, des cimentiers, des compagnies minières et, régulièrement, la même remarque qui revient : « Le Mali a de l'or qui ne brille pas pour les Maliens ».

Avec 70 tonnes extraites par année et un cours de l'or à la hausse depuis 20 ans, les bénéfices de l'exploitation aurifère sont pourtant conséquents. Mamadou Keita, ingénieur des mines, est spécialisé en économie minière : « Il y a la contribution du secteur à l'économie nationale : les impôts, les taxes, les redevances que ces sociétés doivent à l'État malien. Et les Maliens ont le sentiment effectivement que l'on ne ressent pas toutes ces contributions sur le panier de la ménagère ».

La participation de l'État remise en question

Parmi les questions soulevées, la participation de l'État, qui plafonne à 20 % dans les exploitations du pays. Chiaka Berthé, responsable des opérations en Afrique de l'Ouest du Canadien Barrick, numéro 1 mondial de la production aurifère : « Le problème n'est pas dans la part. Il faut investir, malheureusement on n'investit pas. L'État n'investit pas de façon générale dans tous nos pays. Ce sont des investissements lourds. Quand vous prenez l'exemple de ma compagnie au Mali, l'investissement dépasse 1,5 à 2 milliards de dollars ».

S'y ajoutent, selon lui, des taux d'intérêts trop élevés dans les banques de la région : « J'ai du mal à croire que dans nos pays, en Afrique de l'Ouest de façon générale et particulièrement au Mali, nos banques ne puissent pas financer une partie de l'activité minière. Mais la vraie contrainte est que leur taux est très élevé. C'est presque 15 % ».

Des conséquences environnementales peu évoquées

Alors que les clips diffusés promeuvent la baisse des coûts de production, l'augmentation de la rentabilité et des revenus durables pour les actionnaires, les panélistes, eux défendent les effets positifs sur les populations. Abdoulaye Maïga, Directeur de l'exploration chez Segala Mining, 3e producteur d'or en Afrique : « Je pense que notre société est en train de faire de son mieux pour la communauté. Nous intervenons dans tous les secteurs : la santé, l'éducation, l'adduction d'eau, beau-

Housseini Amion Guindo, lors de la 4ème Conférence du District de Bamako de la CODEM : « Pour tout ce qui concerne le Mali, je ne mens pas, je ne vole pas »



La 4ème Conférence du District de Bamako de la Convergence pour le Développement du Mali (CODEM) s'est tenue, le samedi 27 novembre 2021, à l'Hôtel Olympe, sous la présidence du président du parti, M. Housseini Amion Guindo.

La Secrétaire générale de la Section V du District de Bamako, M. Abba Diarra, a précisé que la CODEM s'est beaucoup renforcée à Bamako à travers 26 comités mixtes, 16 comités de femmes, 11 comités jeunes, 10 sous-sections et 03 sections : « Cette conférence nous offre l'heureuse occasion de parler de notre parti, de son implantation, de sa marche en avant, de nos difficultés pour qu'ensemble nous définissions comment renforcer notre progression, notre cohésion, notre préparation face aux futurs enjeux, dont le prochain congrès à la fin de cette année qui verra le renouvellement de toutes nos instances et structures. Pour un parti CODEM toujours plus fort au bénéfice d'un Mali de prospérité et d'harmonie nous devons échanger sans tabous sur la vie du parti, tirer les leçons en perspective des prochaines échéances électorales municipales, présidentielles et législatives de fin de Transition », a ajouté M. Diarra.

Le Coordinateur sortant du District de Bamako, M. Abdel Kader Sidibé, a précisé que « la CODEM se porte de mieux en mieux dans le District de Bamako ».

Tougouna A. Traore

coup de choses ».

Plus discrètement évoquées : les conséquences environnementales de l'extraction minière. Parmi elles, la pollution du fleuve liée aux rejets toxiques, mais aussi le déboisement. Avec des ressources qui s'épuisent, le cap est mis sur l'exploration, freinée par endroit par les forêts classées, nous dit un acteur du secteur. Un sujet en discussion avec le gouvernement.

Source : RFI

Koulouba : Le chef de l'Etat reçoit une délégation du HCIM



Le Président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta, a reçu en audience au palais de Koulouba, le vendredi dernier, une délégation du Haut Conseil Islamique du Mali (HCIM), conduite par son président Chérif Ousmane Madani Haïdara, qui lui a remis le rapport final de son organisation et un document portant sur la tenue d'un forum international dans notre pays.

Au terme de la rencontre, le 1er rapporteur de la Commission nationale de contrôle du HCIM, Me Ibrahima N'Diaye, a expliqué que le rapport remis au chef de l'État porte sur 14 points. Mais l'essentiel, selon lui, est le problème relatif au mariage religieux. «En effet, aujourd'hui les mariages religieux sont célébrés au niveau des mosquées par les imams qui fournissent les imprimés qui ne viennent pas de l'Etat civil. Corrélativement, les tribunaux ne reconnaissent pas ce document. Toute chose qui pose énormément de problèmes, tels que les problèmes liés au statut matrimonial des époux et à la succession en cas de décès »,

Mali : Bréhima Amadou Haidara remplacé à la tête de la BDM



La Banque de Développement du Mali (BDM-SA) connaît un changement important avec la nomination de Ibrahima N'Diaye à la Direction générale. Jusque-là Directeur Général Adjoint, le promu remplace Bréhima Amadou HAIDARA, qui a atteint la limite d'âge, selon le communiqué du Conseil d'Administration. Réuni en session, samedi 27 novembre 2021, sous la Présidence de Ahmed Mohamed AG HAMANI, le Conseil d'Administration, a donc appelé M. Haidara à faire valoir ses droits à la retraite. Le contrat du désormais ex-directeur général courait jusqu'en décembre. D'aucuns estiment que ce départ précipité est lié à la levée de boucliers des syndicats en bisbilles

Source : financialafrik

a indiqué le responsable du HCIM. L'autre point concerne l'insertion des imams formés au Maroc. Selon Me Ibrahima N'Diaye, il y a 500 imams formés au Maroc qui n'ont pas été insérés dans notre système. La délégation a aussi fait part au Président Goïta une doléance relative à l'organisation d'un forum international des leaders religieux de la sous-région.

O. D. / Source : L'ESSOR

An advertisement for malikile.com. It features a smartphone in the foreground displaying a news article with the headline "MIGRATION IRREGULIERE : 48 MALIENS PERISSENT EN MER". The background shows the malikile.com logo and the text "La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services !".



Le champ d'application de la Loi n°2014-015 du 27 mai 2014

portant prévention et répression de l'enrichissement illicite
s'étend à tous les agents publics sans exception

Article 2: Au sens de la présente loi, constitue un enrichissement illicite : soit l'augmentation substantielle du patrimoine de toute personne, visée à l'article 3 ci-après que celui-ci ne peut justifier par rapport à ses revenus légitimes, soit un train de vie menée par cette personne sans rapport avec ses revenus légitimes.

Article 3: Sont assujettis à la présente loi, toute personne physique civile ou militaire, dépositaire de l'autorité publique, chargée de service public même occasionnellement, ou investie d'un mandat électif ; tout agent ou employé de l'Etat, des collectivités publiques, des sociétés et entreprises d'Etat des établissements publics, des organismes coopératifs, unions, associations ou fédérations desdits organismes, des associations reconnues d'utilité publique, des ordres professionnels, des organismes à caractère industriel ou commercial dont l'Etat ou une collectivité publique détient une fraction du capital social, et de manière générale, toute personne agissant au nom ou pour le compte de la puissance publique et/ou avec les moyens ou les ressources de celle-ci.

Les dispositions de la présente loi sont aussi applicables à toute personne morale qui a participé à la commission de l'infraction.



Problématique de la gestion des écoles privées : Acteurs et partenaires se penchent sur le sujet

La directrice de l'académie d'enseignement de Bamako rive droite, Touré Zahiadou Ayouba, a présidé, le lundi 29 novembre 2021, la cérémonie d'ouverture de l'atelier de concertation régionale sur la problématique de la gestion des écoles privées dans la circonscription de l'Académie d'Enseignement de Bamako Rive Droite.

L'objectif de cet atelier est : d'amener les acteurs et partenaires de l'école à s'approprier les textes régissant la création et l'ouverture des établissements d'enseignement privé et d'amener les acteurs et partenaires de l'école à réfléchir discuter et proposer des solutions idoines aux difficultés que connaissent nos établissements d'enseignement privés dans leur fonctionnement quotidien. Face à la montée galopante de la démographie, l'Etat malien n'était plus en mesure d'absorber toute la population des enfants scolarisables. C'est pourquoi l'opportunité a été donnée aux investisseurs privés d'intervenir dans le secteur éducatif. Cet état de fait a eu certes, des avantages mais aussi des inconvénients. Dans les centres urbains les plans de lotissement des quartiers populaires n'ont pas prévu pour la plupart des cas, des places à vocation de construction d'écoles. Dans les rares cas ou des espaces à vocation d'école ont été réservés les spéculateurs s'en sont emparés par la suite. C'est pourquoi dans les grandes villes les écoles publiques sont très distantes les unes des autres. Ainsi des écoles privées de toutes sortes ont vu le jour dans les quartiers populaires des grandes villes. Si l'ouverture du secteur éducatif au secteur privé a permis le recrutement massif des enfants à l'école, en augmentant le taux brut de scolarisation dans les centres urbains et semi urbains, force est de reconnaître qu'il y a beaucoup d'insuffisances et de lacunes dans le fonctionnement de ces écoles. Bien sûr il y'a des écoles privées avec des salles de classe répondant aux normes, des cours dispensés par des enseignants qualifiés contre beaucoup de nos écoles privées ne répondent à aucune norme éducative, des locaux exigus et délabrés, des enseignants sans base intellectuelle solide, ni compétence pédagogique, de formation avec de bons personnels d'encadrement. Durant 4 jours, acteurs et partenaires se pen-



cheront sur la problématique de la gestion des écoles privées dans la circonscription de l'académie d'enseignement de Bamako rive droite. Cette session de formation permettra aux acteurs et partenaires de l'école de réfléchir, discuter et proposer des solutions idoines aux difficultés que connaissent nos établissements privés dans leur fonctionnement, car ils constituent un maillon important dans le système éducatif malien.

La directrice de l'académie d'enseignement de Bamako rive droite, Touré Zahiadou Ayouba dans son intervention a placé l'atelier dans son contexte. A ses dires, il s'agit pour les participants de s'approprier des textes régissant la création et l'ouverture des établissements d'enseignement privés en république du Mali, d'identifier les difficultés que connaissent nos établissements privés dans leur fonctionnement quotidien, proposer des solutions aux les difficultés que connaissent les établissements privés dans leur fonctionnement quotidien et de faire des recommandations. Par

conséquent, elle dira que les établissements privés jouent un rôle prépondérant dans la scolarisation des enfants. Donc ils sont dispensables dans l'offre de l'éducation dans notre pays. « **Une franche importante des enfants évoluent dans les établissements privés. La qualité de l'enseignement de ces écoles nous incombe car les écoles privées doivent respecter les normes édictées par les gouvernants. Nous devons nous assurer des conditions dans lesquelles les enfants apprennent dans ces écoles. Vu l'importance et la pertinence du thème de l'atelier, je vous invite à faire un diagnostic sans complaisance de la problématique des établissements privés. Les recommandations qui sortiront de ces 4 jours de formation serviront de boussole pour les décideurs** », a-t-elle dit.

■ Ibrahim SANOGO

Violences faites aux femmes et aux jeunes filles : Des voix s'élèvent pour dénoncer le phénomène

L'association "Des voix Pour le Mali" en collaboration avec Bamako sport et randonnées en plus du Musée national de Bamako, a organisé, le dimanche 28 novembre 2021, une marche sportive. Cette marche avait pour but de sensibiliser contre toutes les formes de violence faites aux femmes et aux filles. Cette activité s'inscrit dans le cadre de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, célébrée le 25 novembre de chaque année.

Plus de 200 personnes issues de l'association "Des Voix Pour le Mali" et de ses partenaires, ont parcouru 10 kilomètres à pied. Pour l'occasion, elles étaient toutes vêtues de maillots couleur orange sur lesquels on pouvait lire « Agissons pour la non-violence à l'égard des femmes ». Le top départ a été donné au parc national. Les marcheurs ont parcouru le trajet parc national allant à la place du cinquantenaire pour se rendre finalement au parc national. L'activité

a aussi vu la présence des associations de défense des droits humains.

En prenant la parole, le coordinateur national de l'association "Des voix pour le Mali", Fassoum Bakayoko, a donné les réelles motivations de cette activité. Selon lui, l'initiative a permis d'attirer l'attention des autorités nationales sur les problématiques liées à la violence contre les femmes et les filles. « **Aujourd'hui, cette violence à l'égard des femmes et des filles constitue l'une des**

violations des droits humains les plus répandues, les plus persistantes et les plus dévastateurs dans le monde », a-t-il dénoncé. Et aussi de dresser un tableau non-réjouissant de la situation : « **La violence faite aux femmes demeure également l'une des moins signalées en raison de l'impunité et du silence. Elle est source de malheurs et de pertes en vies humaines ; c'est pourquoi, un grand nombre de femmes, partout dans le monde, vivent dans la peur et la douleur. Cette violence nuit aux familles, à toutes les générations, appauvrit les communautés et renforce d'autres formes de violences dans toutes les sociétés. La violence à l'égard des femmes les empêche de réaliser leur potentiel, entrave la croissance économique et sape le développement du pays** », a-t-il souligné.

L'association "Des voix pour le Mali" se dit convaincue qu'on ne pourra éliminer les violences à l'égard des femmes et des jeunes qu'en traitant le problème de la discrimination, en promouvant l'égalité et l'autonomisation des femmes et en veillant au respect de leurs droits fondamentaux.

Pour sa part, la présidente de l'association internationale des femmes du Mali, Bibata Diakité, a mis un accent particulier sur la sensibilisation et la mobilisation qui pourront, à son avis, éradiquer ce phénomène. « **Il faudra continuer de se mobiliser et de sensibiliser pour "non" dire aux violences faites aux femmes. C'est ainsi que ça va cesser** », a-t-elle martelé.

A en croire, les organisateurs, au-delà de la marche sportive, il sera organisé un master class de cadre d'échanges entre personnalités intervenants dans la lutte contre l'élimination des violences à l'égard des femmes. Une campagne digitale de communication sera également menée pour sensibiliser la population à la lutte contre la violence à l'égard des femmes et des jeunes filles. Rappelons que l'association « **Des Voix Pour le Mali** » est une organisation de la société civile composée de jeunes maliens venant de divers horizons et partageant la philosophie selon laquelle « **un meilleur Mali ne peut se construire sans une jeunesse** ».

■ Ibrahim SANOGO



Lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles : Le temps de l'action

À l'instar de la communauté internationale, notre pays célèbre la campagne mondiale de 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes et aux filles (VFF) sous le thème international : «Orangez le monde : mettre fin à la violence contre les femmes maintenant». Le thème national est intitulé : «La fin de la violence contre les femmes et les filles : une priorité pour le Mali, Je m'engage !». C'est dans cet esprit que l'Onu-Femmes a illuminé, le jeudi dernier, en couleur orange le Monument de la Paix pour afficher son optimisme sur l'élimination des VFF. La campagne s'étendra jusqu'au 10 décembre prochain.

La cérémonie était présidée par le Secrétaire général du Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, Chiaka Magassa, en présence de la représentante de l'Onu-Femmes au Mali, Mme Béatrice Eyong et de plusieurs invités.

L'illumination du Monument de la Paix en couleur orange vise à illustrer la participation de notre pays à la Campagne mondiale de 16 jours d'activisme contre les violences perpétrées contre les femmes et les filles. L'exemple le plus récent de violences faites à l'encontre de la gent féminine reste la mort d'une jeune Guinéenne, M'mah Sylla, le 20 novembre dernier, des suites d'un viol présumé par des médecins dans une clinique privée de Conakry (Guinée).

Selon les statistiques mondiales, une femme sur trois subit des violences sexuelles ou physiques au moins une fois dans sa vie. Notre pays n'est pas en marge de ce sinistre tableau puisque, à en croire l'Enquête démographique et de santé au Mali (EDSM 2018), 79% de la population malienne pensent qu'il est justifié qu'un homme batte sa femme. En termes d'accès de services de prise en charge, en juin 2021, environ 67% des communes du Mali ne disposent d'aucun service de prise en charge des cas de violences basées sur le genre tandis que 71% des services disponibles sont essentiellement orientés vers l'appui psychosocial et le référencement.

Dans le monde, en 2020, les acteurs du Système d'information sur les violences basées sur le genre (GBVIMS) ont rapporté 6.605 incidents de violences basées sur le genre. Entre juillet et septembre 2021, les incidents se sont chiffrés à au moins 3.354 incidents de violences basées sur le genre (VBG) contre 1.663 cas à la même période en 2020, soit une augmentation de 65%. Les enfants de moins de 18 ans représentent une tranche non négligeable



des personnes survivantes, soit 58% des cas, dont 38% sont des filles de moins de 18 ans. Toujours dans la même dynamique, entre avril et juin 2021, les acteurs du GBVIMS ont enregistré 43% de violences sexuelles dont 29% de viol contre 7% de viol au cours de la même période en 2020.

La représentante de l'Onu-Femmes au Mali a justifié cette augmentation très significative de violences sexuelles par la recrudescence des violences perpétrées par des individus armés sur les axes routiers ainsi que les attaques inter communautaires dans les régions du Centre et du Nord.

Mme Béatrice Eyong a expliqué que l'édition 2021 se veut une campagne d'incitation à l'action et contribuera à renforcer les actions entreprises pour l'élimination des violences et la promotion de l'égalité du genre et l'autonomisation des femmes et filles. Cela, a-t-elle ajouté, à travers des actions de plaidoyer, d'appui à la résilience, de sensibilisation pour un changement social et surtout de rappel vis-à-vis des engagements internationaux. Elle a aussi salué l'initiative Spotlight de l'Union Européenne et les efforts fournis par notre pays

pour l'élimination des VBG.

Selon le Secrétaire général du Ministère en charge de la Promotion de la Femme, cette illumination permettra d'attirer l'attention de la population de Bamako sur la nécessité d'agir pour mettre fin aux VBG. Et Chiaka Magassa d'exhorter tous nos compatriotes à prendre activement part à la campagne contre les VBG à travers des actions de sensibilisation et d'information et à rester attentifs aux éventuels cas, afin d'orienter et référer les personnes survivantes vers les services de prise en charge.

Il invite également à dénoncer les cas de violence. «La menace de la violence existe dans nos familles, nos services. Il est temps de prendre conscience et d'agir contre les VBG. Nous allons continuer à sensibiliser, informer et plaider pour qu'un jour le Mali puisse avoir des documents de politique et des textes juridiques adéquats pour éliminer les violences faites aux femmes et aux filles», a lancé Chiaka Magassa.

Mohamed D. DIAWARA
Source : L'ESSOR

Lutte contre la corruption et la kleptomanie financière : Sales temps pour les voleurs de la République

Lutte contre la corruption et la kleptomanie financière, sales temps pour les voleurs de la République, leurs biens seront désormais saisis y compris ceux acquis avant leurs rapines. Le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, Mamoudou Kassogué, lors de sa visite, le 02 septembre dernier, à ses anciens collègues du Pôle Economique et Financier de Bamako, a été en ne peut plus clair.

« La lutte contre la corruption et la délinquance financière se fera sans état d'âme. » Les propos qu'il y a tenus démontrent la volonté des autorités de la Transition de faire rendre gorge tous les voleurs de la République qui, durant plus de trente ans n'ont fait que piller les maigres ressources de notre pays qu'ils ont plongé dans la délinquance totale dans laquelle il se trouve aujourd'hui.

Désormais leurs biens seront saisis y compris ceux acquis avant leurs rapines. Ces propos, bizarrement, ont été passés sous silence par la plupart de nos confrères. Lors de sa visite, Mamoudou Kassogué, le ministre de la Justice a dit à ses anciens collègues que le Pôle Economique et Financier de Bamako doit être le soldat qui agit sans état d'âme dans le cadre de la lutte contre la corruption et la délinquance économique et financière sous toutes ses formes. Sans état d'âme, a-t-il insisté. Parce que, a-t-il dit, ce qui fragilise la justice et la lutte contre la corruption, c'est lorsque les gens ont tendance à penser que certains sont au-dessus des lois. Que certains sont intouchables, ou que la justice est sélective. C'est ce qui peut fragiliser la lutte. Ils doivent faire savoir aux citoyens que le Pôle économique est financier n'est pas une juridiction comme les autres. C'est une juridiction qui a été créée spécialement pour protéger les intérêts de l'État et pas ceux des gouvernants. Car les gouvernants passent mais l'État est là. Il s'agit de l'intérêt général de l'ensemble des Maliens. Le Pôle est créé pour défendre ces intérêts-là.

Et ces intérêts sont au-dessus de tous ; au-dessus de toute considération. Pour le Garde

des Sceaux : « Quand on engage des actions au niveau du Pôle Economique et Financier, en phase d'enquête, de poursuite, d'instruction, de jugement, d'exécution des décisions, on doit avoir cette hauteur d'esprit et se dire que l'intérêt commun est au-dessus de tout. On se bat pour l'intérêt commun, on se bat pour protéger l'intérêt commun.

Dés lors, chaque fois que les faits sont établis, ou sont de nature à être établis, c'est sans état d'âme. Quand il y a des gens contre lesquels il n'y a rien. Ou des charges faibles, on peut comprendre que certaines mesures puissent être aménagées. C'est humain, c'est normal.»

« Mais à chaque fois que les faits semblent établis, a poursuivi Kassogué, quand les faits sont graves, il faudrait que la réaction de la société soit à la hauteur de la gravité des infractions. Parce que les délinquants économiques et financiers sont de véritables criminels.

Imaginez une seule personne qui empêche des centaines de millions, voire des milliards, pour son confort personnel, alors qu'il y a d'autres qui n'ont pas de l'eau à boire, de centres de santé, pas de routes. » La corruption, un frein au développement. Le ministre Kassogué pense aux coins reculés, comme son village, situé à plus de 45 kilomètres de Bandiagara qui n'a pas de route.

Des femmes en couche ne peuvent être transportées avec des ambulances, il y en a pas ce sont des charrettes qui sont utilisées. Il y en a qui meurent en cours de route. Il y a des gens qui meurent pour un petit paludisme parce que les médicaments de première nécessité ne sont là. Les routes ne sont pas là et quand il ne pleut pas, les gens ne savent pas où donner



de la tête. Cela est inadmissible quand on sait que le budget qui est voté est énorme. Les postes de dépenses sont là.

Les besoins sont là mais l'argent va ailleurs. Cela n'est pas acceptable. Toujours en s'adressant à ses anciens, Kassogué poursuit : « Vous avez vu récemment les chiffres produits par le président de l'OCLEI, quand il disait que les détournements qui ont été faits des indépendances à nos jours peuvent permettre, si les sous étaient là, la construction de plus de 200 centres de santé. Tous les villages en auraient eu.

Donc, nous devons lier la lutte contre la corruption, en mettant la corruption en parallèle avec le développement. Parce que la corruption est un frein au développement. C'est une perte pour le pays. Nous devons faire en sorte que cette corruption-là ne puisse pas hypothéquer l'avenir de nos enfants. Qu'elle ne puisse pas hypothéquer le développement de notre pays. C'est pourquoi nous devons lutter de façon soutenue contre la corruption.

Et vous devez le faire sans état d'âme. J'insiste beaucoup, le Président de la Transition, le chef du gouvernement aussi m'ont demandé de vous transmettre ce message- là ». Pour le ministre Kassogué, il s'agit d'engager une lutte implacable et sans état d'âme contre la corruption sous toutes ses formes et à tous les niveaux. Aujourd'hui plus que jamais, ceux qui travaillent au Pôle Economique et Financier sont au cœur des attentes de la population.

Au cœur des attentes des autorités de la Transition. Ils ont un rôle historique à jouer pour la réussite de cette Transition. Pour cela, il faut qu'ils puissent intégrer des valeurs, pas supra-humaines mais quand même des valeurs d'intégrité, d'exemplarité, de redevabilité qui leur permettront d'être au-dessus de tout soupçon. Donner le bon exemple. Toujours s'adressant à ses anciens collègues, le ministre Kassogué leur a dit : « Quand vous avez la

charge de lutter contre des comportements infractionnels des autres dans la gestion, dans la gouvernance, il va de soi que vous devez, vous-mêmes, dans vos actes de tous les jours, donner le bon exemple.

Montrer que vous êtes au-dessus de toutes ces contingences. Cela est particulièrement important. Si nous parvenons à adopter un tel comportement, les actes que nous poserons seront salués, acceptés, respectés de tous. Nous avons besoin de cela. On a besoin d'intégrité dans toute la justice, dans tous les services de répression, mais particulièrement au Pôle Economique et Financier ». Il a salué le travail formidable des magistrats du Pôle à qui il demande de faire un peu plus de sacrifice par rapport au contexte spécial où nous sommes et la nécessité de refonder pour les générations futures. « Il s'agira pour nous de créer les conditions d'une gouvernance vertueuse.

De mettre en place un système tel que demain, même quand il y aura de nouvelles autorités, quand il y aura de nouvelles personnes, qu'on ne puisse pas changer les règles du jeu. Que l'intérêt général soit au-dessus de tout. Il s'agit pour nous de créer ces conditions-là aujourd'hui pour la postérité. C'est de cela que nous avons besoin. C'est cela toute la signification de la refondation.

Elle sera là dans toutes les dimensions. Vous avez un rôle essentiel à jouer dans ce travail. Vous devez, toujours pour améliorer vos pratiques, continuer à avoir un cadre de concertation. Cadre de concertation au sein de la brigade, au sein du parquet, au sein des cabinets, au sein du siège, au sein du greffe et entre les différentes composantes de la juridiction. Mais aussi une concertation avec les autres maillons de la chaîne des structures de contrôle, de vérification, d'inspection. Mais aussi avec, le parquet général, la chambre d'accusation, les chambres de jugements.

Vous devez avoir des contacts avec toutes ces structures ». Un Pôle national financier en gestation Pour le ministre de la justice, il s'agit de faire en sorte que chacun comprenne qu'il est maillon de la chaîne de la lutte contre la corruption. Et que chaque maillon est essentiel. Chaque maillon est utile pour que la chaîne puisse rouler.

Cela est important. Mais cela ne va pas sans une communication dynamique. Il a demandé aux responsables du Pôle de communiquer sur

ce qu'ils sont en train de faire comme travail. Car a-t-il poursuivi : « Le reproche essentiel qui nous est fait aujourd'hui, c'est de dire : on commence les procédures, elles ne sont jamais terminées, elles n'aboutissent pas.

C'est vrai que dans une large mesure, c'est des informations tronquées. Mais les gens ont cette impression que la communication est un peu faible. Donc, nous devons communiquer et faire connaître aux Maliens ce que nous sommes en train de faire dans la lutte contre la corruption. Cela est essentiel.

Tout comme nous devons communiquer entre nous, entre les différentes structures, nous devons communiquer avec l'extérieur. Dire comment nous faisons. Comment nous le faisons ? Quelles sont nos difficultés ?

À quel résultat nous sommes parvenus ? Et quelles sont nos perspectives ? » Pour le Garde des Sceaux, c'est dans cette dynamique, que le gouvernement accompagnera tous leurs efforts. Tout ce qu'ils entreprendront pour lutter efficacement contre la corruption sera soutenu par le gouvernement. Et ce travail de soutien a déjà commencé avec les réformes qui sont en cours sur le plan législatif. Le gouvernement en train de mettre en place un Pôle national financier qui aura une compétence nationale et qui permettra d'avoir une politique pénale harmonisée sur l'ensemble du territoire national par rapport à la lutte contre la corruption. Les textes ont été adoptés en conseil des ministres.

Et dans les tout prochains jours, ils passeront devant le Conseil National de Transition (CNT) avant d'être mis en œuvre. Il y aura un Pôle national financier redimensionné avec de nouvelles compétences et de nouveaux moyens d'actions. L'État entreprendra tout pour améliorer les conditions de travail, sur tous les plans.

Les mesures d'accompagnement vont suivre. Il est attendu de ce pôle-là qu'il puisse révolutionner la lutte contre la corruption. Les biens des kleptocrates de la République seront saisis Kassogué est sans ambages : « Dans ces textes, il y a une dimension essentielle : la saisie des avoirs criminels qui était une difficulté essentielle dans tout ce que nous avons entrepris jusqu'ici.

Très souvent, on vous amène des dossiers qui datent d'un certain nombre d'années ; les gens ont eu le temps d'organiser leur insolvabilité et on vous demande d'enquêter et d'être effi-

caces. Vous allez, certes, faire des auditions, identifier les auteurs, leurs complices, les traduire, les juger mais vous ne pourrez pas saisir de biens, parce que vous allez trouver que tout est parti.

Aujourd'hui, avec ces nouveaux textes-là, nous aurons la possibilité de saisir, non seulement, les produits directs et indirects de l'infraction, mais aussi même les biens acquis par les auteurs avant la commission de l'infraction, à la proportion des biens volés à l'État. Donc, quelqu'un qui a acquis des biens il y a vingt ans et qui commet une infraction aujourd'hui, infraction dont les préjudices ne peuvent pas être couverts par les produits de l'infraction, on procédera à des saisies sur son patrimoine, sur les biens acquis même avant la commission de l'infraction à hauteur de ce qu'il a pu poser comme préjudice à l'État.

Donc en ce moment, certains vont partir hors du pays mais ils ne pourront pas aller avec les maisons. Les biens seront là et on pourra les saisir. L'État va rentrer dans ses droits comme on le dit. C'est une avancée notable à saluer et nous demandons au CNT de les adopter très rapidement afin que nous puissions commencer cette lutte avec cette nouvelle dimension. Cela est vraiment très important. » Et le ministre de conclure : « C'est pour dire que la lutte contre la corruption est un chantier qui va démarrer avec un nouvel esprit, avec de nouveaux moyens, avec une nouvelle dynamique sur laquelle nous sommes fortement attendus. Que tous les éléments de la chaîne se sentent concernés par cette lutte que nous allons mener. Ceci dans la complémentarité la plus totale.

Nous attendons votre accompagnement, votre soutien pour permettre de faire bouger les lignes. Nous avons prévu pour rendre votre travail visible d'organiser des sessions d'assises spéciales dédiées aux dossiers économiques et financiers. Le Procureur général aura un mot là-dessus pour vous faire le point par rapport aux préparatifs en cours pour l'organisation de ces audiences spéciales.

Voici brossées les attentes du peuple malien, les attentes de la Transition. Satisfaction du travail qui a été fait, du travail qui est en train de se faire. » Sales temps pour les voleurs de la République.

Adama Dramé
Source : Le Sphinx

Imam Dicko : Cérémonie de prières ou demande d'audience à Assimi Goita ?

Comme à ses habitudes, à la seule différence que la primeur de l'annonce ne venait pas de son grand flatteur de beau-fils Issa Kaou Djim, tombé en disgrâce avec lui depuis et déchu du CNT, c'est en grande pompe médiatique l'homme de Dieu avait, une semaine plutôt, annoncé la couleur : cérémonie de prière et de bénédiction pour le Mali, suivie d'un point de presse ! Un procédé bien pensé et bien connu des maliens qui, le plus souvent, lui permet de monnayer ce à quoi la prière doit ressembler. A-t-il trouvé preneur ? Ce qui est sûr, le seul message qu'on a retenu est que l'imam Dicko veut rencontrer le Colonel Assimi Goita!

Dans sa déclaration, l'imam Mahmoud Dicko dira qu'il a voulu organiser cette journée de prière pour que Dieu, le Tout-puissant puisse pardonner à tous les Maliens, afin de leur accorder sa grâce pour venir en aide au Mali. Ce, afin que les problèmes que nous traversons puissent être réglés. Et de demander également au Tout-puissant de faire en sorte que tous les Maliens se retrouvent pour le Mali. Un geste qui relève d'un devoir pour lui en tant qu'imam et en tant que Malien comme tout le reste de la population. L'imam a cependant le cœur fendu, car au lieu de le soutenir dans cette démarche de prière pour notre pays, il ferait plutôt objet de manœuvres diffamatoires fomentées au point de dire qu'il complotait contre le Mali. Mais la vérité est que l'imam veut voir le Président de la Transition qui, pour le moment, ne semble pas se précipiter pour ce faire. Las d'attendre, l'imam essaye donc de lui envoyer un message.

« Depuis le deuxième coup d'Etat, je n'ai jamais rencontré Assimi et son PM... Depuis un certain temps, je vois que les choses ne marchent pas comme souhaité par les maliens. Vu la situation, j'ai été chez Haidara au Haut Conseil Islamique et chez Jean Zerbo. J'ai dit à ces gens de se lever pour sauver le pays. Ensemble nous avons demandé de rencontrer le Président de la Transition ; en vain », regrette l'imam. Ce d'autant que le Colonel Assimi Goita

ne manque le créneau les personnes citées par Dicko. A son for intérieur, il n'y a pas de doute que Assimi ne veut le recevoir !

Pourquoi ? L'imam Mahmoud Dicko, trop susceptible, pense que parce qu'il a osé dire à Assimi ce que beaucoup ne lui auraient pas dit. « Après le coup, j'ai dit à Assimi de laisser le pouvoir à un civil, qu'il est jeune et qu'il peut laisser le pouvoir à un civil » parce que, dirait-il, on ne pouvait contrer la communauté internationale. Et Dicko d'avertir le nouvel homme fort du pays : « A tous les régimes qui ont été déchus, j'ai été le premier à les alerter de changer leur mode de gouvernance, et ils ne m'ont pas écouté. Plutôt ils m'ont traité comme leur ennemi ».

Assimi-t-il quelque chose à voir avec les allégations de complot attribuées à l'imam Dicko ? Une chose est claire, on ne badine pas l'homme de Dieu, IBK qui a été son ami et qui

l'aidait dans ce sens ne dira pas le contraire, lui qui commet l'erreur de le traiter d'être en contact avec les djihadistes pour faire instaurer une République islamique au Mali. « Cela m'a beaucoup choqué. Et je ne pouvais que demander à Dieu de m'aider à faire triompher la vérité. C'est ce qui a été fait. Une semaine après IBK est tombé ». Le Président de la Transition, le Colonel Assimi Goita, est donc prévenu.

En effet, tout le boucan créé autour de la cérémonie de prière et de bénédiction du dimanche dernier et les grands coups médiatiques qui l'accompagnaient n'avaient qu'un seul objectif pour Mahmoud Dicko : envoyer des signaux à Assimi qui refuse, pour le moment, de le recevoir ! Or, il l'a dit avant la rencontre du dimanche dans sa réaction contre ce qu'il a appelé « des propos mensongers le traitant de comploter contre le Mali », que le Président de la Transition ne pouvait ne pas le recevoir !

A défaut, que ne nul ne soit surpris de voir l'imam Mahmoud Dicko trouver un autre prétexte pour organiser une autre sortie, l'habitude étant une seconde nature !

■ Yama DIALLO



Après l'attaque de l'ADEMA, PARENA et de l'ADEMA-Association : L'ancien ministre de l'ADEMA, Seydou Traoré réagit

La France est menacée, la société civile dont Yere Wolo Ton mobilise pour élargir la base sociale de la transition, les peuples africains dont ceux du Burkina et du Niger se mobilisent pour soutenir le Mali, les FAMA enregistrent de bons résultats sur le terrain, et voilà que les débats actuels au Mali veulent nous détourner de l'essentiel. En l'occurrence de la Refondation du Mali. Des acteurs qui, s'ils avaient une once de patriotisme, de capacité d'introspection, auraient arrêté de nous tympaniser par des bruits de vuvuzela qui ne sauraient ni cacher leurs responsabilités dans la faillite de l'État, ni leurs accointances nauséabondes avec les services de renseignements français.

A ceux-là, les maliens disent qu'aujourd'hui, l'arbre Choguel ne saurait cacher la forêt du bilan mitigé de ce qu'il est convenu d'appeler l'ère démocratique. Il ne saurait embellir non plus la jungle mortifère que furent les 23 années du régime de Moussa Traoré.

Monsieur le Premier ministre, voilà que par maladresses dans la communication et par entêtement politicien, tous ceux qui devaient avoir honte de parler du Mali nouveau ont embouché leur vuvuzelas pour nous tympaniser. Sans honte. Avec des attitudes qui frôlent parfois l'indécence.

Aujourd'hui, le débat doit être ailleurs. Le pays est à terre, la justice croule sous le poids des dossiers de corruption et de détournements de deniers publics, la France insulte le Mali et ses institutions et s'apprête à déverser sur le territoire national des armes et munitions sous le prétexte fallacieux de pièces de rechange, les champs brûlent, nos enfants au sein des FAMA sont tués tous les jours, les récoltes brûlent par le fait des Djihadistes, les mêmes qui ont donné un ultimatum de trois mois aux populations de Karou et Ouattagouna, de voir marier toutes les filles et femmes à partir de 13 ans sous peine de les livrer aux guerriers Djihadistes.

Monsieur le Premier ministre, voilà les problèmes qui méritent votre attention. Toute

votre attention. Voilà les problèmes que vous deviez absolument mettre en avant et laisser de côté la querelle politicienne relative au bilan du mouvement démocratique. Laissez cela aux militants du MPR, soyez l'homme d'État que doit être tout Premier ministre! Le bilan comparatif des différents régimes de 1960 à nos jours se fera! Il n'est ni élégant, ni avisé en cette période de tenir des discours comparatifs à la faveur d'une mission à vous confiée après une rupture constitutionnelle. Monsieur le Premier ministre, bravo, d'avoir réussi à faire protester même l'ADEMA-PASJ. La ruche était dans une torpeur salutaire pour le Mali, aujourd'hui, elle se veut en ébullition! Bravo d'avoir réveillé le PARENA si silencieux lorsque Macron et compagnie insultaient le Mali. Bravo, d'avoir suscité des rassemblements contre nature et d'avoir mis en sourdine ce sentiment anti État français ! Monsieur le Premier ministre, vous êtes vraiment fort. Voilà que les morts sont ressuscités, les réservistes de la France et les potentiels filous de la République embouchent tous le vuvuzela pour nous perturber ! Hé Choguel !

Alors que quatre choses allaient nous permettre de continuer sereinement et à fond notre transition.

1. La rencontre des légitimités traditionnelles en lieu et place des assises nationales. La participation des partis politiques ne se posait



pas. J'avais prévu que dans le format actuel, des entités insignifiantes, des socialo-prédateurs, des libero-voraces et les cellules dormantes des renseignements français allaient ruer dans les brancards et se donner un vernis de légitimité.

2. La poursuite sans relâche du traitement des dossiers de corruption et de détournements des deniers publics.

3. La concrétisation du partenariat militaire avec la Russie ou la société Wagner.

4. Le management intelligent des leaderships religieux.

Monsieur le Premier ministre, redressez la barre, continuez en homme d'État, le peuple s'occupera des joueurs de vuvuzela et de la France !

Seydou Traoré, ancien ministre.
Source : 22 Septembre

Assises nationales de la refondation : Après le report, place aux interrogations

De nouveau, les dates de la tenue Assises nationales de la refondation devant se tenir dans la dernière semaine du mois de décembre 2021 viennent d'être renvoyées aux calendes grecques. Là, non seulement, les raisons de ce report restent insuffisantes mais l'opinion nationale se demande pourquoi le Gouvernement n'a pas été associé à la prise de cette décision.



C'est un communiqué du Panel des Hautes Personnalités-ANR, cellule chargée de l'organisation matérielle et technique de ce forum, qui en a pris la décision et rendu publique l'information, le mardi 23 novembre dernier, tard dans l'après-midi. En effet, le principal motif cité aura été de trouver de consensus auprès de l'ensemble des forces vives de la Nation afin de garantir une participation plus inclusive. Initiative prise à l'issue de l'analyse objective des doléances exprimées à l'unanimité par les Acteurs de la classe politique et de la société civile qui comptent dans ce pays. Des préoccupations formulées par les uns et les autres à l'adresse du Président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta, qui continuent de recevoir en audience, au palais de Koulouba, les Responsables des forces vives de la Nation dont les Leaders des partis politiques de la place. Certes, l'idée de ce report prend en compte des préoccupations exprimées par l'ensemble des différentes sensibilités politiques et idéologiques sur le terrain ; mais le Gouvernement y a-t-il été réellement associé à la prise de décision politique ? C'est la question qui taraude les esprits ; puisque, comme annoncé

précédemment, c'est à travers un communiqué signé et rendu public par voie de presse par le Panel des Hautes Personnalités-ANR, cellule qui n'est chargée de l'organisation matérielle et technique de ces assises.

En effet, selon nos informations, nombreux sont des Départements du Gouvernement dont la Primature et les Ministères de la Refondation et l'Administration Territoriale où l'annonce que ce report a été accueillie avec surprise générale. « Nous aussi on a appris le communiqué comme tel et nous allons essayer de faire avec juste ; car, en la matière, on aurait dû associer le Gouvernement à la prise de cette décision », affirme un cadre d'un département ministériel.

Par ailleurs, des sources concordantes insistent également que certains ont profité des concertations avec le Président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta, pour demander la raison de ce renvoi.

En tout état de cause, rappelons que sur la liste des doléances formulées à l'adresse du Président de la Transition au cours de ces audiences, figurent plusieurs conditions pour rendre les présentes Assises nationales de la refondation inclusives.

Ainsi, outre la demande d'un léger décalage du délai prévu pour la dernière semaine de décembre, il y a aussi la demande de séparation de la tenue de ces Assises à la publication du chronogramme des élections générales devant conclure la période de transition en cours. C'est la condition posée par un Bloc de formations politiques organisées en un cadre d'échange des partis politiques pour une transition réussie. Cette coalition de partis politiques exige à ce que les élections législatives et présidentielles se tiennent à la date du 27 février 2022 comme convenu sous l'arbitrage de la Communauté internationale afin de rendre le pouvoir à un Président civil démocratiquement élu.

En somme, vu la sensibilité de certaines doléances exprimées par certains Acteurs politiques, l'on est en droit de conclure que la décision finale revient au Président de la Transition en parfaite harmonie avec son Premier ministre.

Djankourou
Source : L'Aube

Bamanan, espoir et vie : Un refuge pour les aide-ménagères

Maltraitées physiquement, exploitées par le travail, en rupture familiale, enceintes ou tentant d'abandonner leurs bébés, etc. En 10 ans, un centre d'accueil a tendu la main à 880 à 1 000 aide-ménagères en situation de détresse. L'initiative est du Groupe de Recherche Action Droits de l'Enfant Mali (GRADEM).

En 2019, 96 aide-ménagères mineures ont été accueillies au centre « Bamunan, espoir et vie ». 7 jeunes filles étaient enceintes, 11 filles-mères en situation de rupture familiale ou ayant tenté d'abandonner leurs enfants et 78 autres, sans enfants, victimes d'abus, de maltraitance, d'exploitation par le travail, en réclamation de salaire et en rupture familiale.

La plupart de ces enfants sont référés au Centre d'accueil par la Brigade des Mœurs de Bamako. Le reste, par le canal d'autres personnes ressources ou associations avec lesquelles travaille le GRADEM. Cependant, l'ONG s'assure toujours de leur identification auprès de la Brigade des Mœurs puis saisit officiellement le service technique de la Direction Régionale de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille pour information. Bamunan, espoir et vie donne à ces jeunes filles mineures un toit, la possibilité de se soigner, une prise en charge psychologique et un avocat pour leur défense. Il s'emploie également à rechercher les parents des aides-familiales en situation de rupture afin qu'elles regagnent leurs familles respectives en milieu rural. En outre, lors de leurs séjours, elles apprennent l'art culinaire. « Il s'agit d'une stratégie qui consiste à former une fille qui ne sait rien faire et à la mettre sur le marché de l'emploi auprès des grandes logeuses initiées en

travail domestique. On leur apprend à connaître dix plats, à savoir nettoyer une chambre avec des carreaux, à entretenir un frigo, à connaître leurs droits et devoirs, mais aussi ceux de la patronne. Il y en a qui gagnent aujourd'hui mensuellement de 70 000 à 75 000 francs CFA », explique Akplogan Antoine, Directeur exécutif du GRADEM.

Difficultés

En raison de la nature et de l'importance des prises en charge des victimes, le centre d'accueil fait face à d'importantes difficultés d'ordre financier. Par exemple, selon les chiffres de 2019, 28 des filles victimes ont bénéficié d'une assistance pour des raisons de maltraitements physiques ou d'exploitation par le travail. « Le budget santé a toujours dépassé notre vision des choses. Nous faisons face à des difficultés de prise en charge de cas de maladies très graves. Il y a des filles qui nous arrivent dans des situations catastrophiques, où il faut faire tous les examens médicaux, surtout chez les filles enceintes ou victimes de viol ou les blessées », détaille Akplogan Antoine.

Il poursuit que même dans les services de santé « il n'y a pas de possibilité de réduction

des coûts, alors que ce sont des enfants qui sont en situation difficile ». En outre, le GRADEM rencontre des problèmes lorsqu'il s'agit d'identifier les pères des enfants, car les filles tombées enceintes « n'ont pas pu désigner de père ». Cela a permis à certaines mairies de refuser de délivrer des actes de naissance avec la mention libre du père, « alors que la loi l'autorise ».

La réinsertion familiale des filles en détresse est aussi très difficile, surtout pour les filles enceintes ou déjà mères, qui sont considérées socialement comme « une honte ». Pour les 96 aide-ménagères mineures accueillies en 2019, 90 recherches de familles ont été réalisées avec succès, aboutissant à la réinsertion familiale de 86 jeunes filles. « Certains parents refusent catégoriquement tout, ne veulent pas de négociation, car selon eux la fille est une honte. On a ainsi eu des cas qui nous ont valu de garder la fille jusqu'à pendant deux ans. Mais, par personne interposée, il y a eu un dénouement heureux », explique le Directeur exécutif.

Boubacar Diallo

Source : Journal du Mali



Variant Omicron : Laisser aux scientifiques le temps d'analyser le phénomène

Le variant Omicron arrive progressivement en Europe depuis qu'il a été découvert en Afrique Australe. De nombreux pays, en Europe et ailleurs dans le monde, se ferment aux vols en provenance d'Afrique australe et les annonces de découvertes de cas positifs se multiplient comme au Portugal ce lundi matin. Ces annonces génèrent une anxiété concernant un variant du Covid-19 sur lequel on a finalement encore peu d'informations.

En l'espace de dix jours, le nombre de nouveaux cas quotidien en Afrique du Sud est passé de 270 à plus de 1 800. Une multiplication par 7 dont serait responsable le nouveau variant Omicron. Un chiffre impressionnant qui fait trembler le monde entier, mais qui malheureusement ne nous apprend pas grand chose.

En effet, malgré cette augmentation, le nombre de contaminations reste relativement faible : il est donc difficile de déterminer si c'est une plus grande transmissibilité du variant qui en est responsable ou s'il a tout simplement profité d'une sorte d'effet d'aubaine.

Pour la même raison, on ne peut pas encore déterminer si Omicron provoque un Covid-19 plus ou moins grave que Delta. D'autant plus que les premiers cas détectés concernaient des étudiants. Une classe d'âge peu encline aux formes graves.

Enfin, concernant l'efficacité de l'immunité, qu'elle soit acquise après vaccination ou infection, le problème est le même : on manque de données et de recul ...

Dès lors, pourquoi ce vent de panique mondial ? Eh bien, la raison se trouve du côté de la génétique : l'analyse des mutations portées par Omicron montre qu'elles sont très nombreuses et pourraient théoriquement le rendre plus contagieux. Mais encore une fois, pour l'instant, personne ne peut l'affirmer, seul le temps apportera la réponse.

Fermer les frontières ? C'est vain...

L'Afrique du Sud, où a été détecté le nouveau variant du Covid-19 baptisé Omicron, a jugé ce lundi « triste » et « regrettable » que certains pays africains suivent le vent de panique et imposent des restrictions de voyage sur le continent.

Si fermer les frontières peut permettre de ralentir la diffusion de ce variant, cela n'empêchera pas de circuler, selon Patrick Berche, microbiologiste et ancien directeur de l'Institut



Pasteur de Lille, au micro de Marine Salaville du desk science.

« Si ce variant a un avenir épidémiologique, en quelque sorte, rien ne l'arrêtera. Les gens peuvent passer par d'autres frontières et parvenir sur le territoire européen ou en France. Donc il ne sera pas arrêté de cette façon. Mais on ne voit pas comment un gouvernement pourrait échapper à cette mesure, sans être très fortement critiqué. » La fermeture des frontières est toujours une « mesure illusoire », poursuit Patrick Berche, qui « pense qu'il est déjà implanté en Europe ». Fermer les frontières ralentit sa circulation par contre.

« Il ne faut pas non plus avoir un discours trop anxiogène. Pour le moment, c'est un virus qui semble circuler assez rapidement, dans une population sud-africaine qui est peu vaccinée et qui a beaucoup de personnes immunodéprimées. Donc on ne peut pas savoir, pour le moment, quel va être l'avenir épidémiologique de cette souche ».

Muter, c'est dans sa nature

D'autant que s'il est normal que les virus changent leur information génétique, toutes

les mutations ne donnent pas lieu à de nouveaux variants. « Par définition, ce virus mute sans arrêt, poursuit Patrick Berche. Donc ce n'est pas du tout étonnant qu'on ait de nombreuses mutations. La plupart n'ont pas de conséquences. Elles sont supplantées par un variant qui est en avance, en quelque sorte. Et donc c'est un processus évolutionniste, « Darwinien » - comme on dit dans notre jargon - qui permet aux plus forts de supplanter les autres. »

Certaines conditions, comme une charge virale plus élevée, doivent être respectées. « Le virus va chercher à tout prix à survivre. Donc quand on vaccine, on va empêcher la circulation du virus et donc le virus va essayer de trouver de nouveaux moyens de contaminer les gens. Et pour cela il va, par exemple, dans le cas du variant Delta, augmenter la dose infectante. C'est à dire que s'il y a beaucoup plus de virus dans la salive, vous allez être beaucoup plus contagieux et donc ce variant-là va pouvoir survivre ».

Source : RFI

Tchad : Le gouvernement annonce l'amnistie générale des rebelles emprisonnés ou en exil

À l'issue d'un conseil des ministres extraordinaire, une amnistie générale des rebelles emprisonnés ou en exil a été annoncée ce lundi.



L'annonce a été faite en direct dans le journal de la télévision tchadienne par le porte-parole du gouvernement. L'amnistie concerne tous les condamnés pour atteinte à l'intégrité de l'État et aussi des faits relatifs à la liberté d'opinion. Cette amnistie concernerait 39 personnes.

Le ministre a également annoncé une amnistie générale pour les personnes condamnées pour acte de terrorisme, de complicité de terrorisme

et enrôlement de mineurs dans les groupes armés. Cette fois, cette décision concernerait, selon les autorités, plus de 250 Tchadiens condamnés, dont beaucoup sont en exil. C'est un signe d'ouverture de la part des autorités puisque l'amnistie était l'une des revendications des responsables des groupes politico-militaires pour leur participation à un dialogue national dont la date n'a pas encore été fixée.

Cette revendication avait été faite lors des consultations qui se sont déroulées entre responsables de groupes rebelles et les membres du comité technique spécial dirigé par l'ancien président Goukouni. Ces consultations avaient eu lieu au Qatar, en France et en Égypte.

Source : RFI

Didier Gomes Da Rosa : Pour faire progresser la Mauritanie

Le Français Didier Gomes Da Rosa vient de prendre la tête de la sélection mauritanienne de football. Il est au Qatar pour la Coupe arabe de la Fifa 2021 (30 novembre-18 décembre). L'ancien coach de Simba SC, en Tanzanie, prépare l'équipe de Mauritanie pour la prochaine Coupe d'Afrique des nations au Cameroun, en janvier prochain.

Loin des frimas de l'hiver européen, Didier Gomes Da Rosa est au Qatar. Il faut dire que le nouveau sélectionneur de la Mauritanie est un homme en mouvement. À 52 ans, celui qui vit sa première expérience de sélectionneur est déjà sur le pont pour la Coupe arabe de la Fifa. Le voilà dans le bain à peine nommé, le 17 novembre dernier. Mardi 30 novembre, les Mourabitounes affronteront la Tunisie pour leur entrée dans la compétition.

Aller à l'essentiel, être pragmatique

« On a débuté notre stage au Maroc il y a une semaine et nous voilà tous réunis au Qatar. Je suis content d'avoir pris l'équipe en main rapidement. C'est ce que je voulais pour bien préparer la CAN. Cette compétition va nous permettre de progresser et de faire une revue d'effectif », explique le nouveau sélectionneur.

Gérer un effectif en sélection va-t-il être plus compliqué pour Didier Gomes Da Rosa ? « Je pense que c'est la même chose. J'ai un management très paternel et j'aime être au plus près des joueurs. C'est vrai, on a moins de temps pour préparer nos animations et nos stratégies. Et aussi moins de temps pour expliquer notre philosophie de jeu. Alors, il faut aller à l'essentiel et être pragmatique », avance-t-il. L'ancien coach de Simba en Tanzanie, qu'il a conduit jusqu'en quart de finale de la précédente édition de la Ligue des champions avant de partir fin octobre, peut compter sur une quarantaine d'internationaux.

En janvier prochain, la Mauritanie, qui n'est plus dans la course pour une place au Mondial 2022, participera à sa deuxième Coupe d'Afrique des nations. En 2019, en Égypte, les Mourabitounes avaient été éliminés lors du premier tour.

Au Cameroun, les Mauritaniens espèrent pas-

ser la phase de poules pour montrer une certaine progression dans le groupe F. Il faudra briller face à la Tunisie, au Mali et à la Gambie.

« C'est passionnant d'être sur le terrain »

« La rencontre face à la Gambie sera primordiale », avoue le nouveau sélectionneur, amoureux du continent africain. « C'est passionnant d'être sur le terrain, de conduire une équipe, de faire apprendre des choses aux joueurs. Partout où je suis passé, j'ai trouvé du bonheur. Au Rwanda, en Algérie ou en Égypte, j'ai vécu des moments extraordinaires. Je garde aussi en mémoire mon passage au Soudan, à Khartoum avec l'équipe d'Al Merreikh, que j'ai particulièrement appréciée », témoigne Didier Gomes Da Rosa, qui a aussi connu la Guinée avec Horoya.

Aujourd'hui, il se donne pour objectif un deuxième tour de la prochaine CAN. « Il y a du potentiel et une marge de progression importante en Mauritanie. C'est vrai, il y a deux favoris incontestables avec le Mali et la Tunisie, mais on peut rivaliser si on bat la Gambie lors de notre premier match. Ce sera déjà comme une demi-finale. La Mauritanie doit franchir un pas », affiche Didier Gomes Da Rosa.

Source : RFI





Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous désirez changer de façon de travailler. La routine vous mine et des recherches peuvent s'amorcer lentement. La motivation pour rechercher un nouveau poste reste grande. Le secteur commercial peut vous attirer, car vous cherchez à relever des défis.

Les achats peuvent concerner votre véhicule. Des accessoires pour celui-ci ou pour votre habitation sont possibles. Le climat n'est pas aux économies, mais à divers frais obligatoires comme superflus. Vous pouvez craquer sur le coup de l'impulsivité.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous avez un grand besoin de vacances, cela se ressent dans votre travail ! Vous êtes moins réactif, plus irritable. Vous enchaînez les réprimandes de la part de vos supérieurs, rien ne va plus ! Vous avez de plus en plus de mal à vous ressaisir.

Ne jouez pas avec le feu, financièrement vous manquez encore un peu de stabilité. Attendre que votre situation se soit consolidée est raisonnable, ensuite vous pourrez vous faire plaisir. C'est une journée favorable pour vos finances.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous pouvez trouver une nouvelle activité suite à l'appui d'un collaborateur. Votre réseau est précieux et un tournant important se présente dans votre carrière. Il peut nécessiter une formation. De la positivité fait son retour dans cette journée.

Les astres vous rendent dépensier et vous ne pouvez pas empêcher la série de dépenses actuelles. Heureusement le hasard vous donne un coup de pouce pour économiser. Des amis ou des proches peuvent vous offrir des affaires pour éviter des frais inutiles.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vos projets sont bien ficelés. Vous saurez les mettre en valeur et en faire une présentation flatteuse. L'inconnu ne vous fait plus peur. Vous vous sentez prêt à relever tous les défis et à les remporter ! À croire que vous avez mangé du lion !

Si vous aviez des problèmes avec votre banque, les choses s'arrangeront. Mercure et Jupiter vous donneront les ficelles pour ne plus connaître le même genre de problème. Vos comptes ne sont pas en danger, mais continuez à vous montrer rigoureux.



Lion (22 juillet - 23 août)

Un tournant professionnel mobilise beaucoup de temps et de faire des concessions. Vous amorcez un nouveau poste et l'univers change. Vous devez vivre une sorte de baptême du feu avec des personnes avec des égos importants et vous devez vous imposer parmi eux.

Puisque vous démarrez un nouveau poste, la prudence suit automatiquement. Vous ne dépensez pas ou peu pour les loisirs et privilégiez les paiements de factures ou les achats utiles pour le lieu d'habitation. Un peu de patience pour retrouver la sérénité.



Vierge (23 août - 23 septembre)

L'ambiance est tendue, vous êtes contrarié. Vos ambitions sont freinées, vos projets sont retardés. Impatient dans l'âme, vous cherchez une solution pour atteindre vos objectifs. Mars pousse un petit coup de gueule et vous invite à revoir vos priorités.

On a l'impression qu'avec votre argent vous faites des tours de magie ! Quand il n'y en a plus, il y en a encore ! Vous abordez les problèmes au cas par cas, aujourd'hui la chance vous sourit, vous avez la possibilité d'étoffer vos revenus.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous avez envie d'évoluer dans un service où vous trouveriez une meilleure place et plus de reconnaissance. Du mécontentement vous anime et des recherches vers un nouveau poste démarrent. Il faut compter sur de la patience pour atteindre votre objectif.

Vous faites attention à vos dépenses, car récemment, elles ont été fortes et vous devez freiner ces pulsions d'achats. Il est conseillé de vous limiter aux achats indispensables. La prudence est toujours de mise en cette journée.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vos projets prennent forme, vous recevez une aide inattendue. Vous possédez un excellent sens de l'analyse et trouverez facilement les solutions aux problèmes qui pourront se poser. L'ingéniosité est votre seconde nature !

Sous l'effet du trigone Jupiter/Mercure, vous équilibrerez parfaitement votre budget. Vous maîtrisez vos rentrées et vos dépenses. Vous saurez faire face aux frais inattendus si jamais ils se présentaient. Vous éviterez les dépenses superflues.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Un proche collaborateur vous vole la vedette, il s'approprie l'un de vos derniers projets, il se fait passer pour l'auteur de vos récentes recherches. Vous êtes anéanti par la situation. Floué et incompris vous cherchez de l'aide auprès de vos proches.

Pour pouvoir réaliser vos projets, vous ressentez un grand besoin d'indépendance financière, mais si à la maison vous n'êtes pas le seul décisionnaire cela risque d'être un peu plus compliqué que ça. Soyez patient, inutile de vous précipiter.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Un proche collaborateur vous vole la vedette, il s'approprie l'un de vos derniers projets, il se fait passer pour l'auteur de vos récentes recherches. Vous êtes anéanti par la situation. Floué et incompris vous cherchez de l'aide auprès de vos proches.

Pour pouvoir réaliser vos projets, vous ressentez un grand besoin d'indépendance financière, mais si à la maison vous n'êtes pas le seul décisionnaire cela risque d'être un peu plus compliqué que ça. Soyez patient, inutile de vous précipiter.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous désirez changer de façon de travailler. La routine vous mine et des recherches peuvent s'amorcer lentement. La motivation pour rechercher un nouveau poste reste grande. Le secteur commercial peut vous attirer, car vous cherchez à relever des défis.

Les achats peuvent concerner votre véhicule. Des accessoires pour celui-ci ou pour votre habitation sont possibles. Le climat n'est pas aux économies, mais à divers frais obligatoires comme superflus. Vous pouvez craquer sur le coup de l'impulsivité.



Poisson (19 février - 21 mars)

Doué pour anticiper les problèmes et trouver une solution, rien ne vous arrêtera. Vous réfléchirez plus rapidement qu'à votre habitude, tout vous semblera plus clair. Par ailleurs, votre cote de sympathie est en hausse et vous donne accès à des soutiens inattendus.

Vos finances devraient s'épanouir. Sous une telle configuration astrale, l'argent arrive de manière assez conséquente. Augmentation, retour sur investissement, trop perçu, bref, une bonne nouvelle de ce côté-là, ça ne se refuse pas !



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23